

**José Gotovitch et Anne Morelli (dir.),  
Presse communiste, presse radicale (1919-2000)  
Passé / Présent / Avenir ?,  
Bruxelles, Éditions Aden, 2007.**



**INTRODUCTION**

Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, une presse écrite radicale a scandé, à travers toutes les nuances de cette gauche radicale, l'actualité et le combat politiques, s'érigeant en porte-parole, en agitatrice, en organisatrice et parfois même en raison d'être de multiples groupes ou organisations. En fait, Lénine théorisa une pratique déjà appliquée : « le journal n'est pas seulement un propagandiste et un agitateur collectif, il est aussi un organisateur collectif ».

Ces journaux ont construit les cultures spécifiques des mondes communiste, anarchiste, trotskiste, anarcho-syndicaliste et autres. Ils ont contribué à façonner les militants, les ont mobilisés, éduqués, ont quelquefois agité l'opinion, mais sont souvent demeurés à tout jamais confidentiels et sans continuité.

Aujourd'hui que les techniques et l'évolution sociologique modifient les formes et les structures militantes, il n'est pas inutile de tenter de mieux connaître et comprendre ce phénomène qui composa le paysage politique du XX<sup>e</sup> siècle. Non que les études aient négligé le sujet, et des monographiques de certains de ces organes existent bien tant en Belgique qu'à l'étranger, mais la plupart relèvent d'une certaine vision de l'histoire du mouvement ouvrier qui s'attachait exclusivement aux contenus idéologiques véhiculés et souvent aussi aux cellules productrices, chapelles et dissidences dont les « radicaux » n'ont pas été en reste.

Il nous a semblé qu'il était possible, malgré les difficultés, de documenter cette approche, de s'intéresser au fonctionnement de cette presse en ciblant deux directions principales : sa fabrication, son financement, sa diffusion, son public, voire sa mouvance d'une part ; les rapports internes entre direction et rédaction, entre rédaction et pouvoir tutélaire, politique et financier. Bref nous avons tenté d'approcher le journal dans sa globalité pour mieux situer, mieux marquer éventuellement, les facteurs de cet effacement généralisé, donc mieux comprendre le présent. Il s'agissait de déterminer, si au cœur même de l'âge d'or du militantisme, des procédures spécifiques révélaient les faiblesses structurelles ou les travers consubstantiels des organisations radicales vis-à-vis de leur presse, annonciatrices de leur inévitable déclin et / ou disparition. Dans cette optique, la presse communiste, portée par une structure permanente et internationale, offre une base de comparaison suggestive.

Rares sont ces journaux qui ont laissé des archives. Si le monde du rapport que constitue l'univers communiste a bénéficié de la manne des archives du Komintern, les sources se font déjà beaucoup plus lacunaires pour la période ultérieure à la seconde guerre, la France excepté. Pour le reste, et pour la période la plus proche qui vit la disparition des quelques titres qui ont animé, en Belgique, l'efflorescence des années '70 et '80, en fait l'après 68, il ne reste, paradoxalement, quasi rien. Les témoignages et souvenirs fournissent donc presque seuls leur fragile base aux travaux, pour autant qu'ils aient pu être recueillis à temps.

Un des objectifs du colloque qui a servi de base à cette publication était de contribuer à cette quête d'histoire à travers les témoignages de ses acteurs. Cet ouvrage doit servir) en fixer, à en pérenniser les résultats, souvent enfouis dans des travaux d'étudiants demeurés confidentiels.

Cette publication s'articule en trois parties intimement liées par les problématiques abordées. La Belgique est l'objet central étudié, mais cette approche est encadrée par quelques contributions ciblant la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg et plus inattendu mais bienvenu, l'Egypte. La troisième partie est composée de trois témoignages originaux de « praticiens » belges.

Le centre de gravité du volet belge se situe dans la période post-soixante-huitarde. Avant cela, Pierre Van en Dungen trace le portrait d'une icône de la gauche socialiste, grande voix du passé au sein même de la social-démocratie, Louis De Brouckère. Éditorialiste puis directeur du *Peuple*, organe officiel du parti socialiste (alors POB), il incarne avec panache une gauche lyrique, affectée à la représentation plutôt qu'au pouvoir. Toléré, voire brandi par les dirigeants effectifs, il est quelque peu l'alibi flamboyant d'une pratique qui a cessé de l'être. En regard de cela, contée par Nicolas Latteur, l'histoire de *La Gauche* constitue un tournant radical. Cette revue tente la même aventure d'une opposition interne, cinquante ans après de Brouckère, mais avec l'ambition de peser effectivement sur la conduite du parti, publiquement par ses analyses et ses mots d'ordre, plus insidieusement par l'entrisme trotskiste. Réalisation collective, liée aux luttes par ses rapports directs avec les syndicats, culturellement d'avant-garde par la participation enthousiaste de nombreux intellectuels, « l'incompatibilité » la frappe et l'expulse quand le parti décide de ne plus supporter la critique. Significativement, les trotskistes affichés exceptés, aucun socialiste d'envergure ne la suivra dans son parcours ultérieur, a fortiori comme organe officiel de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs.

Le souffle de mai 1968 va lever bien des espoirs d'un nouveau journalisme, axé sur le travail collectif, l'information dérangeante, le professionnalisme et l'engagement. Mathieu Beys présente trois titres qui ont agité les années '70 : *Notre Temps*, *Hebdo* et *Pour*. Laurence Mundschau analyse la représentation que ces mêmes se sont donnée à leur cessation de parution. Trois essais pour lancer des journaux, différents de nature et d'orientation, salués tous trois par un lectorat enthousiaste, tous trois affichant une volonté de démocratie directe dans leur fonctionnement, *Notre Temps* créant même en Belgique le concept du journal qui appartient à ses lecteurs. Et pourtant leurs durées de vie seront courtes : 5, 2 et 9 ans, chacun cessant pour des raisons différentes, mais marquant tous l'impossible chemin d'un journalisme de gauche autonome. L'avenir montrera qu'il ne s'agissait pas seulement du journalisme de gauche.

C'est pour avoir voulu concilier l'aspiration au changement, le journalisme ouvert et critique, y compris envers son camp, et la dépendance naturelle vis-à-vis du parti dont il était l'organe et qui constituait sa base financière, que mourut le *Drapeau rouge*. Comme le rapporte Nicolas Naif, il s'était pourtant engagé un moment, à contre-courant de son lectorat sociologique, dans une aventure quasi libertaire qui ne convainquit sans doute pas assez le public qu'il voulait gagner et irrita celui qui lui était attaché. C'est pourquoi le tableau d'ensemble que dresse manu Abramowicz de ce qui subsiste, prend soin de relever qu'il s'agit de voix vigoureuses qui tranchent avec l'information néo libérale dominante, mais qui s'articulent et en petits canards sans plus de mouvements épaulant, ni imprimeries propres, ni régularité assurée, aux tirages confidentiels, le cas de *Solidaire*, organe du PTB, excepté.

Notre volet international offre des cas fort différents, en ce compris les organes communistes, qui en font tout l'intérêt pour le lecteur francophone. Ainsi Henri Wehenkel montre comment au Grand-Duché, le journal a réellement créé le parti. Le PC luxembourgeois a pu construire un appareil de presse quelque peu démesuré appuyé sur un système politique très particulier et des flux financiers nationaux et internationaux qui lui permettaient également d'ailleurs d'obtenir des élus avec peu de militants. C'est pratiquement le cas inverse en Grande-Bretagne où Kevin Morgan montre que l'insignifiance numérique du PCGB n' pas empêché les journalistes communistes d'occuper des places prédominantes dans la presse en ce compris la presse travailliste. Celle-ci par ailleurs n' pas de subordination envers le parti car ses propriétaires ont été longtemps des mécènes privés dont les conceptions très progressistes ont laissé large place à la gauche radicale parmi les rédacteurs et dans les entreprises culturelles dont le fameux *Left book club*.

La palette française est diversifiée. Disposant des riches archives du journal, Alexandre Courban dessine l'histoire des Comités de Défense de l'Humanité (CDH) qui ont inscrit dans le paysage des dimanches la figure emblématique du vendeur de *L'Huma*, communion du militant avec son parti et élément essentiel de sa présence individualisée sur le terrain, donc de son enracinement. Sa disparition progressive est sans doute l'indicateur le plus évident des changements intervenus dans les modalités de l'action politique, et du déclin du journal. La dialectique parti centralisé et expression régionale, voire identité nationale s'expose à travers les contributions de Léon Strauss et Françoise Olivier-Utard consacrées à *L'Humanité d'Alsace Lorraine* et ses prédécesseurs de langue allemande. Difficultés de bâtir une presse communiste dans une région profondément catholique, mais aussi difficultés de donner à cette presse une expression spécifique dans un pays et un parti fortement centralisés.

À la recherche d'un communisme syndical, Sylvain Boulouque étudie la presse de la CGTU pour y trouver les éléments constitutifs d'une culture spécifique, tiraillée entre l'autonomie et ligne partisane. Georges Ubbiali nous conte le singulier parcours de cet organe de formation trotskyste qui devint l'organe théorique d'un seul homme au sein d'une presse de parti, par ailleurs vigoureuse et diversifiée.

Même en difficulté récente, *Il Manifesto* demeure un exemple rare et heureux d'une entreprise affichée clairement « communiste » qui créa une dynamique journalistique exceptionnelle, s'imposa dans un très large public de décideurs, de militants et d'intellectuels, comme l'outil indispensable de réflexion quotidienne. Luciana Castellina, qui en fut la directrice, nous en retrace l'aventure, les expériences, y compris celle d'un parti né du journal, mais aussi la recherche d'un mode de fonctionnement révisé en permanence.

Un autre monde, une autre culture : le cas égyptien présenté par Didier Monciaud nous introduit dans un système où répression et ouverture se côtoient, où la clandestinité affleure, et qui éclaire l'un des multiples canaux par lesquels s'exprima et se chercha le grand mouvement anti-impérialiste du lendemain de guerre.

Trois témoignages clôturent ce volume. Les premiers pas d'une jeune journaliste un peu naïve issue de la clandestinité, dans le journal d'un parti mal à l'aise dans ses vêtements devenus soudainement fort grands (Georgette Smolski). Le récit, repensé, d'un jeune communiste promu soudain comme correspondant du *Drapeau rouge* à Moscou dans les années post-krouchtchéviennes, et devenu – désormais hors parti – l'un des meilleurs analystes de l'URSS /

Russie (Jean-Marie Chauvier). Et enfin, aussi rare et ironique, le portrait par lui-même du patron de la presse communiste belge de 1974 à 1988 (Jacques Moins) dans ses efforts pour tenir à flot une maison qui faisait eau dans un parti déclinant, des journalistes qui voulaient sortir du statut militant pour viser le professionnel, mais dont le journal connut néanmoins de fulgurantes percées occasionnelles.

Cette diversité des contributions, qui peut évoquer poires et prunes, est par elle-même illustratrice de notre problématique. Il n'y a pas eu de modèle unique, à priori de modèle tout court, susceptible de fournir la recette d'une presse radicale avec lectorat, impact politique et longévité.

Si la diversité fut la règle, c'est avant tout que les rôles affectés à ces organes étaient divers. Le journal n'a été pour certains qu'un but en soi, faire entendre une voix, qu'elle soit collective ou individuelle, collectivité structurée ou occasionnelle. On retrouve la vocation pédagogique, la formation idéologique de groupes existants. Ou bien encore, le journal apparaît comme l'outil de constitution d'une force politique. Mais dès lors se pose la question de fond de l'écriture : pour qui écrit-on ? le public large, la mouvance ou bien les militants. Fait-on de la propagande, du prosélytisme ou l'entretien de convictions arrêtées ? L'inadéquation des réponses données à la réalité du public touché explique dans bien des cas l'échec, ou détermine, comme dans le cas du *Manifesto*, une orientation inattendue, en opposition à Pour qui se voulait base d'un parti et qui fut l'excellent journal d'une formation avortée.

Cette diversité des contributions fait également le constat d'échec de l'utopie égalitaire. Plusieurs de ces organes ont posé comme postulat de départ de bannir la hiérarchie, jusqu'à parfois établir une communauté de vie entre réalisateurs du journal : la rotation du balai à la machine à écrire. Chacune de ces expériences a avorté et la survie (même temporaire) n'a été assurée que par l'émergence d'un « chef », y compris financier, que les souvenirs divers dépeignent le plus souvent comme autoritaire. Curieux constat du rôle essentiel des individus au sein de la radicalité libertaire... Cet égalitarisme dans les tâches matérielles n'a subsisté qu'au sein d'une structure politique fortement hiérarchisée et disciplinée, appliquant strictement une ligne politique décidée par le parti dans le cas de *Solidaire*, l'organe du PTB.

Le financement demeure la page blanche de cet essai. En Italie et en Grande-Bretagne, les données sont plus apparentes et les archives de l'*Huma* autorisent une approche très pointue<sup>1</sup>. Mis à part les dons d'un mécène à *hebdo*, et des données partielles fournies pour le *Drapeau rouge*, nous demeurons sans beaucoup d'indications. Mais ce flou n'est pas toujours volontaire : il reflète souvent le chaos administratif et financier de cette presse, chaos qui en constitue l'une des faiblesses.

Autre constat relevant : la centralisation. En particulier l'étude de Manu Abramowicz cliche une situation où, en Belgique, Bruxelles monopolise l'édition. Cette presse radicale ne se positionnant (dans le passé) que rarement sur le plan dit communautaire, cette centralité « belge » ne constituait apparemment pas un obstacle pour ses rédacteurs, quoique l'on puisse s'interroger si elle ne fut pas un des éléments de son déclin.

---

<sup>1</sup> La contribution d'Alexandre Courban n'aborde pas cet aspect qui a été traité lors d'un colloque parisien encore inédit.

Cette presse radicale a constitué une école de formation exceptionnelle pour ses rédacteurs, école de formation politique et professionnelle. Inutile d'énumérer ici les grands noms du journalisme qui y ont effectué leurs premiers pas. Inutile de relever les multiples tentatives de ces intellectuels qui y ont contracté un éternel « désir de journal » jamais totalement évanoui. Un journalisme de réflexion, de débat, de sérieux qui trouve difficilement sa place dans les impératifs du « digest » devenu la règle de la grande presse.

L'uniformité s'est donc imposée récemment, précisément avec le déclin de la grande presse d'opinion par la commercialisation, donc la perte de substance. La quasi disparition de la presse radicale a suivi, victime du manque de moyens, victime de l'émiettement du militantisme structuré.

La grande question posée désormais est de savoir si l'internet assure effectivement la relève. Non seulement la toile cumule la vitesse de réalisation donc de diffusion, avec la possibilité d'ouvrir largement les « colonnes » virtuelles au plus grand nombre, et donne ainsi l'espoir de faire un journal de masse pour les masses, mais elle y ajoute le franchissement instantané des frontières, tant pour ses sources que pour son public.

Reste à savoir comment cette nouvelle forme de presse radicalisée surmontera les obstacles qui étouffèrent peu à peu celle qui la précéda : la question du pouvoir au sein des rédactions, les besoins financiers toujours aussi impératifs, les rapports avec les structures extérieures. Mais à ces difficultés récurrentes s'ajoute cette fois la bataille à mener sans discontinuer pour que la voix de la radicalité surnage dans le jaillissement impétueux de l'internet. Le sujet est âprement débattu.

Cet ouvrage donc constitue une halte sur un passé foisonnant et se veut contribution à ces interrogations.

*José Gotovitch et Anne Morelli*